



**HAL**  
open science

## Comment lutter contre la déforestation en Amazonie?

Ludivine Eloy

► **To cite this version:**

Ludivine Eloy. Comment lutter contre la déforestation en Amazonie?. CNRS Le journal, 2020. hal-02426890

**HAL Id: hal-02426890**

**<https://hal.science/hal-02426890>**

Submitted on 2 Jan 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



# Comment lutter contre le déboisement en Amazonie ?

Par **Ludivine Eloy**, géographe au laboratoire Acteurs, ressources et territoires dans le développement<sup>1</sup>, professeure invitée à l'Université de Brasília.

Depuis plusieurs mois, l'Amazonie est au centre de l'attention planétaire, entre incendies incontrôlables et déclarations polémiques du président brésilien. Cette crise symbolise les défis posés aux engagements internationaux pour lutter contre les changements climatiques et la perte de biodiversité. Elle témoigne également de l'escalade de la violence et des dégradations environnementales auxquelles font face les populations amérindiennes, traditionnelles et les petits agriculteurs du Brésil. Mais la médiatisation des feux élude souvent l'histoire sociale de cet espace et la complexité du problème.

## Le feu change de régime

Le Brésil connaît la plus grande quantité de départs de feux de ces neuf dernières années, couplée à l'accélération du déboisement en Amazonie (+15 % entre juillet 2018 et août 2019 par rapport à l'année antérieure<sup>2</sup>), totalisant près de 20 % de sa superficie originelle. Les feux se concentrent dans l'« arc du déboisement », qui borde le sud et l'est de la forêt. En pleine saison sèche, la plupart sont des brûlis de troncs secs accumulés dans des parcelles défrichées. Mais certains sont devenus incontrôlables, en raison notamment d'actions criminelles concertées.

Ce n'est pas forcément l'usage du feu en soi qu'il faut condamner, car il est utilisé comme moyen de gestion par les populations amazoniennes depuis 2000 ans et n'a jamais causé de pareils incendies. Mais le feu a tendance à se comporter différemment à cause du déboisement et des incendies qui modifient le climat et la structure de la forêt. Cette dernière devient plus sèche et plus sujette à de nouveaux incendies, qui s'étendent plus

facilement dans les zones dégradées, modifiant encore la structure de la forêt et le climat local. Le feu pénètre dans des zones où il ne pénétrait pas avant, comme dans les aires protégées. Si le déboisement dépasse les 40 %, la forêt atteindra un point de rupture au-delà duquel elle ne pourra plus se régénérer<sup>3</sup>.

Les conséquences de ces changements sont considérables : émissions de gaz à effet de serre, perte de biodiversité, mais aussi risque pour la régulation du climat à l'échelle continentale, dont dépend la production agricole et d'énergie hydraulique. Les populations amérindiennes et traditionnelles, qui pourtant ne contribuent pas au déboisement, sont aussi concernées. Par exemple, dans le territoire indigène du Xingu (TIX), encerclé par des monocultures de soja et des pâturages, les zones touchées par les feux sont dix fois plus étendues que dans les années 1980, avec de graves répercussions pour la sécurité alimentaire et la vie culturelle des habitants.

## Une question politique

Les racines de cette dégradation sont profondes. Le déboisement a commencé dans les années 1970 : il est le résultat de politiques publiques qui ont facilité l'avancée de la frontière agro-industrielle (colonies agricoles, crédits, routes, mines, grands barrages), « grignotant » la forêt de toutes parts. Au début des années

► **Facteur de propagation des incendies, le déboisement massif laisse place à l'agriculture intensive, comme cet immense champ de soja dans l'État de Roraima.**

2000, le gouvernement a mis en place des programmes coordonnés de lutte contre le déboisement en partenariat avec la société civile et supportés par des financements internationaux : délimitation d'aires protégées, contrôle du déboisement illégal et accords commerciaux.

Malgré le « report » de la frontière agricole vers le Cerrado, le rythme de déboisement en Amazonie a sensiblement diminué à partir de 2004. Mais il est reparti à la hausse depuis 2012, en raison de la pression du lobby de l'« agribusiness », qui a abouti à une flexibilisation de la législation fédérale et à la fragilisation des instruments de surveillance. Même si cette reprise date de 2012, il est difficile de ne pas blâmer le gouvernement actuel qui démantèle les politiques environnementales (affaiblissement institutionnel et budgétaire du Fonds Amazonie, des institutions publiques et des ONG environnementales) et légitime la réduction et l'invasion des aires protégées au nom du développement économique.

L'agribusiness « durable » est présenté comme un secteur intensif et moderne, indispensable au développement du pays et pour nourrir le monde, image appuyée par le discours scientifique dominant. Ce modèle disqualifie d'autres systèmes de production agroécologiques plus diversifiés, qui sont pourtant bien présents mais menacés. Or, la délimitation de territoires amérindiens et

traditionnels est l'instrument le plus efficace pour contrer le déboisement, pour peu qu'on investisse dans le développement durable de ces territoires<sup>4</sup>.

## Quel rôle pour la recherche ?

Dans le contexte de l'affaiblissement des structures publiques de recherche brésiliennes, certaines formes de coopération scientifique semblent prioritaires, notamment avec les institutions de recherche et les ONG régionales. Ceci afin d'alimenter les débats sur les modèles de développement en Amazonie et de contribuer, par des approches interdisciplinaires, aux politiques de gestion des aires protégées.

Les récents changements dans le régime du feu en Amazonie montrent qu'il ne sert à rien d'interdire son usage mais qu'il faut travailler à la prévention des incendies grâce à la gestion collective des espaces inflammables. Plus que jamais, la mise en œuvre de stratégies de contention du déboisement en Amazonie dépendra des relations entre l'État et la société civile, mais aussi de la capacité des chercheurs à dialoguer avec différents groupes sociaux et à prendre au sérieux les aspirations et les connaissances de ceux qui savent protéger la forêt. II



Lire l'intégralité du point de vue sur [lejournal.cnrs.fr](http://lejournal.cnrs.fr)

1. ART-DEV, unité CNRS/Université Paul-Valéry Montpellier 3/CIRAD/Université de Montpellier/Université de Perpignan via Domitia 2. Données du système SAD de l'ONG Imazon. 3. Lovejoy, T. E., Nobre, C., « Amazon Tipping Point », *Sciences Advances*, 4(2):eaat2340, 2018. 4. Le Tourneau F.-M., « Quelle durabilité pour les territoires amérindiens d'Amazonie brésilienne ? », *Journal de la société des américanistes*, 102-1|2016, p. 167-193.